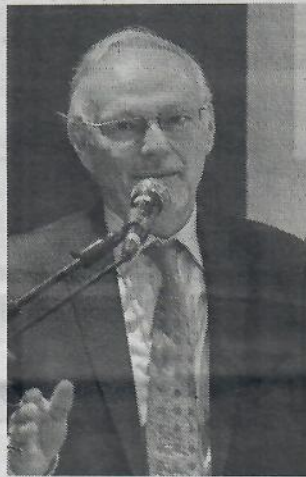


Financement des Pme

Les solutions de Jean-Michel Severino

Les anciens de la prestigieuse école HEC Paris ont frappé un grand coup en ramenant sur les bords de la lagune Ebrié, un natif d'Abidjan, Jean-Michel Severino, ancien patron de l'Agence française de développement (Afd), reconverti dans l'investissement d'impact à travers son fonds dédié dénommé *Investissements et Partenaires*. L'expert en financement des Pme qu'il est devenu n'a pas fait mentir sa réputation en déballant une panoplie de mesures susceptibles de mettre un terme au sous-financement des Pme qui caractérise les économies d'Afrique subsaharienne, principalement de la zone Uemoa (Union économique et monétaire d'Afrique de l'Ouest regroupant huit Etats dont la Côte d'Ivoire). « Il faut construire un écosystème dans lequel il y a de nombreux produits financiers disponibles pour les nombreux besoins des Pme; certaines d'entre elles peuvent se débrouiller avec les capitaux de leurs promoteurs; d'autres ont besoin d'accéder au capital à travers des fonds d'investissement, d'autres peuvent aller en bourse et lever cet argent (...), et les banques sont très importantes pour apporter du crédit à tout ce système », a souligné M. Severino lors d'une conférence sur « La problématique de financement des Pme en Afrique ». Les fonds propres des promoteurs n'étant pas suffisants pour créer et faire croître une entreprise de taille significative, rentable et pérenne, il importe de développer divers autres produits. Financer ses activités en levant de la dette étant de plus en plus difficile en Afrique subsaharienne du fait entre autres de la rigidité et de l'extrême prudence des établissements bancaires classiques, M. Severino encourage les promoteurs de Pme à rechercher également le financement par le marché. Pour y parvenir, soutiendra cet expert également auteur prolifique dont l'un des derniers ouvrages, *Entrepreneurs Afrique dit sa conviction que les Pme sont l'avenir de l'Afrique*; les promoteurs doivent également faire l'effort



d'avoir des « comptes transparents, un bon système d'information ainsi qu'une bonne qualité de management », le tout baignant dans « des systèmes juridiques bien en place, un bon environnement des affaires ». Après avoir dressé un bilan peu flatteur des théories de développement expérimentées par l'Afrique depuis les indépendances, le conférencier a mis en garde contre la tentation du mimétisme et du développement exogène qui crée de la croissance parfois forte, mais sans impact sur la pauvreté. Il n'est pas question non plus d'imiter les pays asiatiques qui ont bénéficié de conditions qui ne sont plus de mise aujourd'hui. Pour se développer, l'Afrique doit changer de cap et s'orienter résolument vers des solutions endogènes. « Il faut donner la priorité au développement d'entreprises, de Pme ou de start-up produisant des biens et des services à destination du marché domestique africain, où les Africains peuvent être leurs propres clients d'une manière massive grâce à leur croissance démographique, à la densification des territoires et à l'urbanisation galopante », a conclu le président d'Investisseurs et Partenaires. Qui sait allier la théorie à la pratique : En quinze ans, son Fonds d'investissement a contribué, selon ses statistiques, à la création de 6 000 emplois « pour des salaires moyens 4 fois supérieurs aux minimums légaux ».

VALENTIN MBOUGUENG

BILAN AU 31 DECEMBRE 2017 (en milliers de francs)

Actif (net)	Exercice 2017	Exercice 2016	Passif
Immobilisations incorporelles	4 138 177	3 873 293	Capital
Immobilisations corporelles	76 732 703	66 779 013	Primes et réserves
Avances et acomptes sur immobilisations	1 192 451	711 064	Résultat de l'exercice
Immobilisations financières	2 532 533	1 638 690	Dettes financières
Stocks	33 677 829	33 818 616	Provision pour risques
Créances et emplois assimilés	704 276 574	903 704 656	Passif circulant
Trésorerie actif	68 349 723	37 671 441	Trésorerie passif
Total actif	890 899 990	1 048 196 773	Total passif

COMPTE DE RESULTAT AU 31 DECEMBRE 2017 (en milliers de francs)

Charges	Exercice 2017	Exercice 2016	Produits
Autres achats	484 415 281	482 018 678	Ventes de marchandises
Variation de stocks	424 427	-3 424 154	Ventes de produits fabriqués
Transport	3 542 527	2 267 312	Travaux, services vendus
Services extérieurs	63 964 888	57 786 759	Produits accessoires
Impôts et taxes	-13 887 661	-7 130 321	Chiffre d'affaires
Autres charges d'exploitation	7 611 508	2 864 090	Production immobilisée
			Autres produits
			Valeur ajoutée
Charges de personnel	44 437 217	41 396 891	Excédent brut d'exploitation
Dotations aux amortissements et aux provisions	14 097 358	13 448 110	Reprise de provisions
Total charges d'exploitation	604 605 545	589 227 365	Transfert de charges
			Total produits d'exploitation
Impôts sur résultat	1 160 278	4 076 739	Résultat d'exploitation
			Résultat financier
			Résultat H A O
			Résultat net

TABLEAU FINANCIER DES RESSOURCES ET EMPLOIS AU 31 DECEMBRE

TAFIRE 1	Exercice 2017	Exercice 2016	
Frais financiers	1 699 756	874 138	EBE
Charges HAO	0	0	Transfert de charges d'exploitation
Impôts sur le résultat	1 160 278	4 076 739	Revenus financiers
TOTAL 1	2 851 034	4 950 877	Produits HAO
			TOTAL 2
CAFG = T2 - T1	16 586 006	23 237 264	Variation des stocks
Distribution de dividendes	10 780 000	8 281 000	Variation des créances
Autofinancement	5 806 006	14 956 264	Variation des dettes de financement
			Variation du BFE

TAFIRE 2	Exercice 2017	Exercice 2016	PROJET
Investissements nets	-25 490 313	-27 678 445	Résultat
Variation du BFE	-32 505 658	-43 943 009	Affectation
Remboursement d'emprunts	-3 719 649	0	Repartition
Variation du B.F., H.A.O.	-1 738 540	2 480 618	
Emplois totaux à financer	-63 454 160	-69 140 836	
Autofinancement	5 806 006	15 019 264	
Financement en capitaux propres	0	0	
Nouveaux emprunts	4 600 118	4 595 999	
Ressources de financement	10 406 124	19 615 263	
Solde de financement	-53 048 036	-49 525 573	
Trésorerie à l'ouverture	-30 188 557	19 337 015	
Trésorerie à la fermeture	-83 236 592	-30 188 557	
Variation de trésorerie de l'exercice	-53 048 035	-49 525 572	

Ces comptes seront soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale